

Marcel RUDLOFF
*Professeur agrégé
à la Faculté de Droit
et des Sciences Economiques
de Madagascar*

**L'ÉCONOMIE VILLAGEOISE
A
MADAGASCAR
ET EN
AFRIQUE NOIRE**

Les multiples théories du développement, formulées depuis 1943, ont indéniablement contribué à une intelligence plus claire des processus et des problèmes, fort divers, de l'évolution longue des sociétés humaines. Elles ont tracé les lignes de force d'un développement économique national et précisé les conditions d'une croissance continue. Peu ou prou, elles se situent toutes dans une optique keynésienne, même celles qui ont pour souci de diversifier les concepts traditionnels de l'école keynésienne : toutes envisagent le processus du développement dans une perspective globale, toutes raisonnent sur des macro-quantités reliées entre elles selon des liaisons plus ou moins mécaniques, toutes déplorent l'absence de fonctions globales de comportement. A la limite, les théories du développement n'apparaissent plus que comme une courageuse extrapolation des théories de la croissance des pays développés, lesquelles dérivent en ligne droite des analyses conjoncturelles de Keynes. Rien d'étonnant alors à ce que ces diverses théories du développement ne parviennent pas à nous rendre le réel quelque peu plus rationnel ! Par construction, elles sont vouées à l'énoncé normatif, c'est-à-dire à formuler les conditions théoriques et idéales d'un développement harmonieux et continu ; elles se trouvent désarmées devant la réalité du sous-développement, puisque là, précisément, il ne se rencontre pas encore de macro-quantités significatives ni d'élégantes liaisons fonctionnelles entre variables que l'on voudrait stratégiques.

Il convient donc de situer ces diverses théories à leur juste place. Elles se proposent simplement de servir de cadre logique à une analyse ultérieure plus concrète, jouant en cela un peu le rôle dévolu à la théorie du plan par rapport à l'analyse concrète de la planification. Et ce rôle n'est pas mince.

L'on a cru dépasser ce stade normatif et macro-économique, en avançant la théorie du dualisme structurel des pays sous-développés. Théorie plus fine et qui sait que l'espace économique est, dans ces zones, essentiellement hétérogènes, voire même inarticulé. D'où pense-t-on, une coexistence passive de deux grands secteurs, l'un appelé traditionnel et comprenant toute l'économie agricole du pays, l'autre dit moderne et groupant les activités d'exportation et les entreprises minières là où il s'en trouve. Or, cette théorie ne souligne qu'une évidence assez grossière ou demeurant, et n'apporte que peu à l'analyse même de l'économie sous-développée : pour n'être pas globale, elle demeure très proche d'une vision macro-économique des phénomènes.

Et l'on se trouve alors fatalement amené à s'interroger sur la valeur explicative (et scientifique) des analyses menées dans une optique globale. A quoi servent ces multiples cadres logiques, si la réalité les bouscule de toute part : des « empty boxes » ! La théorie des pôles de développement de François Perroux, de Myrdal et de Hirschman, reprise par bien d'autres économistes, apparaît alors comme un effort vigoureux et chanceux pour sortir d'une impasse trop évidente. Il suffit, aujourd'hui, d'étudier les plans ou programmes de développement des pays en retard, pour faire la part de ce qu'ils doivent à Perroux et à son école. Le processus de développement est saisi désormais un peu plus en amont, l'hétérogénéité de l'espace se trouve analysée, les processus se régionalisent, l'on devient plus directement conscient des avantages et des obstacles locaux à une politique d'investissement.

Mais la région constitue-t-elle l'unité économique dernière ? Permet-elle de rendre compte des réactions variées et « imprévisibles » d'une population aux politiques de développement ? Il est un fait que nombre de pays sous-développés sont loin d'avoir atteint le stade de l'intégration régionale. Concrètement, l'on constate moins une inarticulation au niveau des secteurs économiques, qu'une juxtaposition d'économies de dimensions bien plus réduites et qui trouvent leur assise dans l'espace villageois. Ne serait-il pas alors d'une certaine utilité, théorique et pratique, de débiter par l'étude de cette unité de base qu'est l'économie villageoise ?

L'économie villageoise semble être typique d'une certaine phase de l'évolution millénaire des Sociétés. Les historistes allemands du XIX^e siècle, avant les historiens modernes, avaient étudié le rôle, toujours ambigu, des unités villageoises ; ils y voyaient à la fois l'aboutissement d'une longue évolution menant des groupes pasteurs et nomades aux groupes sédentaires et aux activités agricoles, et le point de départ des vastes mouvements d'urbanisation de l'Occident. En fait, l'économie villageoise échappe aux visions linéaires de l'histoire et s'explique, partiellement au moins, par un ensemble de conditions économiques et sociales, que le malheur des temps a failli faire renaître en Europe sur la fin de la deuxième guerre mondiale. Madagascar et de nombreuses économies africaines se trouvent actuellement à l'heure du village. Pour elles, s'il est indispensable d'élaborer et d'appliquer des plans de développement à versions régionales, il leur est tout aussi nécessaire d'agir sur les économies villageoises ; peut-être, pour des raisons psychologiques évidentes, serait-il opportun de commencer par là.

Les économies villageoises présentent toutefois une relative diversité. Le groupe ethnique dominant, le type de culture adopté, la situation géographique, côtière, de vallée, ou de montagne, le degré de cohésion sociale, etc., donnent à chaque unité villageoise une spécificité socio-économique. Une répartition typologique des villages ne pourrait sous-estimer ces facteurs de diversification. De nombreux travaux de grande valeur ont d'ailleurs été publiés, et sont en voie de publication, par des sociologues et des géographes. La tâche de l'économiste est peut-être plus délicate, puisqu'il lui revient de transcender cette multitude concrète pour dégager des processus, des comportements, un horizon économique, caractéristiques de l'économie villageoise conçue comme unité économique significative.

A cette difficulté s'en ajoute une autre : l'économie villageoise traditionnelle, fortement structurée et repliée sur elle-même se rencontre de moins en moins. Certes il en reste bien des spécimens, mais partout une érosion certaine se constate. L'économie villageoise de nos jours est le théâtre de nombreux conflits, d'ordres divers : des forces sociales, économiques et idéologiques la traversent et la secouent. Des forces de conservation sociale se heurtent de plus en plus ouvertement à des forces de progression économique ; le chant des sirènes vient du dedans et du dehors. Le dilemme de Malthus trouve actuellement sa plus brutale expression dans le cadre de l'économie villageoise. Une douloureuse évolution s'annonce ainsi qui, menée à bien, pourra transformer la géographie et l'esprit du pays.

L'ambiguïté, l'ambivalence de l'économie villageoise actuelle se retrouvera dans notre analyse elle-même, qui, par la force des choses, s'attache à une société en voie de profonde transformation. Des structures anciennes résistent, et cela répond bien à la loi de l'inertie sociale et à l'impératif de sécurité. Peu semble changé en apparence, alors qu'en profondeur les tensions économique-sociales se rapprochent de ce que les sociologues appellent « des zones de rupture » et les économistes « des seuils d'action ». Telle est la loi de l'évolution ! L'économie villageoise traditionnelle risque d'avoir vécu, sans que l'on aperçoive avec certitude ce que sera l'économie villageoise moderne ; mon propos est d'ébaucher une analyse de l'économie villageoise en ce point critique de son histoire. L'analyse s'appuiera largement sur l'exemple de Madagascar, sans ignorer pour autant la situation de certains pays d'Afrique Noire ; c'est indiquer une des limites de cette étude.

I. — Vestiges d'un ancien équilibre socio-économique

Sans admettre les principes d'un déterminisme mécanique, il convient de reconnaître *l'étroite causation circulaire*, ou dialectique même, qui lie le mode d'existence des hommes aux types d'organisation économique et sociale. *Dans ces pays essentiellement agricoles* que sont Madagascar et nombre de nations d'Afrique Noire, *l'homme affronte* encore de ses mains nues, ou presque, une nature partiellement indomptée. Trop de forces lui échappent, et partant, prennent pour lui une valeur surnaturelle.

La nature écrase l'homme, elle lui impose ses lois, ses contraintes, ses caprices, son rythme. Face à elle, la société humaine perd son autonomie abstraite, elle s'inféode au régime des saisons et des pluies, elle devient dépendante, et pour survivre, conservatrice. Dans ces pays, la *densité humaine* est elle-même, en général, relativement faible. Il suffit de survoler en avion ces territoires pour se persuader de l'exceptionnel éparpillement des localisations, du réseau très lâche et temporairement inutilisable des pistes, de l'isolement prononcé des économies villageoises : c'est un archipel d'économies insulaires.

Société conservatrice et *économie insulaire* semble être les éléments essentiels, et particulièrement vigoureux encore, de l'ancien équilibre socio-économique.

Une Société conservatrice.

Des siècles l'ont ainsi formée, et l'érosion du temps n'a eu jusqu'ici qu'une faible prise sur elle ; depuis une vingtaine d'années, cependant, l'histoire paraît accélérer son rythme.

La structure sociale des communautés villageoises demeure étroitement organisée et hiérarchisée. Le village semble être *moins une collectivité territoriale* que cimentent des intérêts et des activités économiques, qu'une *communauté parentale* au sens large, un lignage avec ses ramifications, quelquefois une juxtaposition ou une association de lignages. *L'ainé du lignage* paternel le plus ancien dirige cette communauté ; il incarne à la fois le savoir, transmis et accumulé au cours du temps, la sagesse qu'ont forgée les réussites et les échecs de sa vie ; il assure la liaison avec les ancêtres morts qui ne cessent de s'intéresser à la vie du villageois ; il veille au maintien des coutumes, du mode traditionnel de vie et du respect des interdits. Ses fils se trouvent à la tête d'une famille, mais restent groupés autour du chef de lignage. Tant que vit ce dernier leur pouvoir est dérivé, et de faible portée. Les enfants non mariés sont étroitement intégrés aux familles et au lignage ; même majeurs, ils ne participent ni aux discussions ni surtout aux décisions ; ce sont des éternels mineurs, en voie de prendre conscience actuellement de leur situation sociale marginale. L'ainé, épaulé par les chefs de famille, maintient la cohésion de la communauté et fait élever les jeunes, les garçons spécialement, dans le respect des coutumes et des croyances ; il s'érige en justicier le cas échéant.

D'une telle structure sociale, Madagascar et l'Afrique Noire fournissent de multiples exemples. La population Betsimisaraka, qui habite la côte-est entre Nosy Varika et Antalaha, vit toujours dans le cadre de la Société villageoise traditionnelle. Une récente mission d'étude dans cette région m'a permis de vérifier le bien fondé d'un rapport d'ethnologues établi vers l'automne 1962 et duquel j'extrai cette description extrêmement suggestive : « *La communauté villageoise (Betsimisaraka)* est fondée sur une structure hiérarchique rassemblant traditionnellement les personnes selon les liens familiaux et selon leur âge à l'intérieur des lignages. Le ménage individuel n'est ... qu'une réalité secondaire par rapport à la réalité éminente de la communauté. Cette dernière est personnifiée par les anciens, c'est-à-dire les chefs de famille. Chaque groupe villageois

forme un univers clos, replié sur lui-même, ayant ses propres règles et son propre système de valeurs. La Communauté betsimisaraka est essentiellement conservatrice ; *sur le plan économique*, elle tend à se suffire à elle-même ; elle repousse l'accession de ses membres à une mentalité progressiste et de prise de risques individuels... *Le respect de la tradition et le culte des ancêtres* conditionnent la plus grande partie des actes de la vie courante ; la crainte de déplaire aux ancêtres et d'encourir leur châtement est un obstacle permanent à l'innovation ; la meilleure façon de ne pas les mécontenter est de continuer à agir comme eux. Le groupe villageois est dominé par les anciens, et en premier lieu, par le devin, intermédiaire entre les ancêtres et les vivants ; il garde une autorité redoutable. Il continue à jouer un rôle actif dans la vie économique et sociale ; décide des soins à donner aux malades, des sacrifices à offrir à l'ancêtre, entraînant l'individu dans le circuit de l'endettement. Le rôle du devin est tout entier de conservatisme ; il protège la communauté contre l'intrusion des idées nouvelles et des attitudes non-conformistes ; il est agent du nivellement social...»

Une même structuration sociale se rencontre dans d'autres ethnies malgaches, chez les *Tsimihety* au nord de l'île, les *Bara* et les *Antaisaka* au sud. Il suffit de renvoyer aux nombreuses études publiées récemment sur ces régions.

La Société villageoise traditionnelle caractérise également l'*Afrique Noire*. L'ethnologue Denise Paulme décrit une structure analogue dans la Société Kissi de *Haute-Guinée* : « Le village, qui groupe rarement plus de 150 habitants, comprend 2 ou 3 lignages, chacun divisé en autant de foyers qu'il comporte d'hommes mariés... Base de toute la structure sociale, le lignage groupe sous l'autorité de son doyen, plusieurs hommes âgés, frères ou agnats, et leurs descendants. Chaque vieillard se trouve normalement à la tête d'une famille patriarcale, elle-même divisée en autant de ménages que le vieillard compte de fils adultes. Chaque homme marié occupe dans le village une ou plusieurs habitations, suivant sa fortune et le nombre de ses épouses. Ainsi *le ménage naît, se développe et meurt à l'intérieur de la famille patriarcale*... Le groupe reste immuable dans la pensée des indigènes, ne formant qu'un seul bloc dont les membres, dans leurs relations avec l'extérieur ont tendance à s'identifier à leurs ancêtres ».

« Les personnages les plus importants sont toujours les plus âgés. L'ancienneté se définit par quatre critères, réunis ou pris séparément suivant les cas : âge, génération, statut, maturité sociale... Le vieillard est prêtre du culte familial,... il règle les différends à l'intérieur du groupe, avance aux impécunieux le montant de l'impôt... réparti entre les jeunes hommes les friches libres ; il finance en accord avec les parents le mariage des jeunes gens. Le chef de lignage doit être informé de toutes les affaires importantes, son consentement demeure nécessaire chaque fois que la poursuite de l'affaire implique des rapports d'ordre juridique ou économique avec un autre groupe ».

G. Balandier rapporte une relation identique de la *Société Fang* du Gabon et de la *Société Bas-Kongo*. Une récente étude sur la « Moyenne vallée du Sénégal », menée par des équipes interdisciplinaires du C.N.R.S.,



apporte une nouvelle confirmation de la généralité des structures villageoises basées sur le lignage.

Le pouvoir de décision appartient aux anciens, lesquels sont tournés plus vers les morts que vers les vivants. Leur idéal est celui de la société stable, se reproduisant identique à elle-même à travers les générations. *L'élément traditionnel et conservateur exerce une domination sans conteste*, dans la mesure encore où ce sont les anciens qui détiennent le *droit de propriété* sur les terres. La propriété individuelle est presque inconnue en tant que telle dans le village traditionnel ; les terres ne sont en général pas trop rares ; il existe des possibilités d'extension des cultures autour des villages, d'importants espaces à défricher. L'on ne rencontre donc pas cette hantise de l'appropriation individuelle de terres insuffisantes qui caractérise les pays et les zones surpeuplés.

Mais la main-mise des anciens sur *l'organisation du travail* conduit à préconiser les méthodes traditionnelles d'action et le cycle ancestral des cultures. Rien d'étonnant à cela : n'est-ce pas la meilleure voie pour assurer à la collectivité l'alimentation de tous les jours et éviter des innovations téméraires génératrices de famines !

La cohésion sociale traditionnelle se maintient tant que prédomine la structure hiérarchique lignagère, tant que le savoir et donc le pouvoir sont l'attribut exclusif de l'âge, tant que s'impose aux esprits une idéologie uniforme et élémentaire. Celle-ci apparaît à la fois comme cause et comme effet de la structure matérielle villageoise ; l'on retrouve ici les subtiles relations dialectiques dégagées par Marx, et dont l'évidence est plus contraignante encore en pays sous-développé qu'ailleurs.

Le paysan africain et malgache, comme tout paysan, s'est créé une *image explicative de son univers*. *La nature* se manifeste à lui dans une totale ambiguïté ; elle est exubérance, richesse, prodigalité ; mais aussi mystère, puissance occulte et destructive ; et le plus souvent les deux à la fois, comme en témoigne cette remarque d'un paysan betsimisaraka : « le cyclone détruit tout, ... mais il nous apporte aussi quelquefois du limon ! ». *L'homme* n'a pas d'emprise sur ces forces naturelles en conflit ; il subit la nature et se doit de ne pas intervenir pour ne pas susciter, par son action innovatrice, des déséquilibres et des catastrophes qui anéantiraient toute la communauté. *Les traditions, les coutumes, les règles*, les proverbes qui résument la sagesse millénaire de la campagne, servent ainsi de guide et font obligation. Ne pas les respecter, c'est attirer sur le village, le malheur et la vengeance des ancêtres.

Mais dans cette idéologie s'est aussi glissé un élément moins désintéressé, de nivellement social. L'on admet que tous soient pauvres, l'on partage la médiocrité générale ; l'on ne pardonne pas au paysan solitaire son effort isolé pour briser le cercle de sa misère. Voilà ce que note un rapport d'étude sur la côte sud-est de Madagascar : « Dans le village, tout geste est codifié et doit être conforme à la coutume : la survie du groupe est à ce prix, pensent les anciens, et ils veillent au respect intégral des traditions. Quelqu'un a-t-il eu une bonne récolte ? un émigré revient-il au pays fier de son nouveau troupeau ? Aussitôt les fêtes (sous prétexte de sacrifices pour remercier les ancêtres ou pour conjurer le sort, ou pour tout autre prétexte) commencent et l'heureux paysan devra dilapider son acquit

en quelques jours ; ou bien tout un groupe parasite viendra consommer chez lui jusqu'à épuisement du surplus ». L'on sait aussi que l'empoisonnement apparaît souvent comme l'ultime moyen à l'encontre du récalcitrant qui brise la solidarité et appelle la vengeance des morts. « Ne pas se distinguer des autres, ne pas risquer, ne pas tenter le sort paraît au paysan betsimisaraka la voie la plus sûre pour survivre ».

En définitive, qu'une société « naturelle » s'assure contre la nature, semble légitime. En constante défense, elle s'est donnée les structures et les institutions de sa survie. Et dans un univers stationnaire, survivre c'est répéter sans cesse le geste ancestral. Une oligarchie d'anciens veille à la conservation de la communauté en pratiquant un conservatisme non dénué d'arrière-pensée. Le progrès paraît éminemment dangereux, puisqu'il implique une destructuration. *L'isolement* général, et spécialement l'isolement économique, trace autour de l'espace villageois le cordon sanitaire qui permet à l'économie villageoise traditionnelle de se survivre.

Une économie insulaire

L'insularité de l'économie villageoise se présente à la fois comme un *fait démographique* et comme un *phénomène économique*. Elle est née de la très grande dispersion des hommes sur des espaces géographiques inégalement accueillants ; les villages ont su maintenir longtemps un relatif équilibre démographique ; les migrations n'ont en rien déformé la structure traditionnelle, si elles ne l'ont pas en certains cas renforcés. Enfin, dans les zones tropicales, africaine et malgache, si faiblement peuplée, l'articulation entre réseaux de pistes était pratiquement inexistant jusqu'à quelques années. Qui plus est, durant les longs mois de pluies les pistes de brousse et de nombreux tronçons de routes dites nationales ne sont pas utilisables. Les villages et certains centres semi-urbains, retrouvent leur total isolement de jadis.

Il s'explique ainsi que *l'économie d'auto-subsistance* soit toujours dominante. Telle est par exemple la situation des 6 provinces de Madagascar. En *pays Mahafaly et Antandroy* le paysan assure une production minimale couvrant ses besoins de subsistance. Le reste de son temps, il élève des bœufs, non en vue de les vendre, mais pour en tirer un prestige social. En *pays betsimisaraka*, le paysan pratique essentiellement la culture du riz sur brûlis et d'autres cultures vivrières ; c'est à ces champs qu'il consacre l'essentiel de son temps et de son effort. Passe pour imprévoyant et paresseux celui qui ne cultive pas son riz ! En *pays Tsimihety*, les villages n'ont presque pas encore été touchés par l'influence monétaire, l'auto-subsistance est strictement assurée et les circuits commerciaux de brousse prospèrent du troc. Un rapport note même que « tout se passe comme si les groupes voulaient éviter, en édictant des interdits de travail importants (jusqu'à 4 jours par semaine), les inconvénients de la surproduction et l'enrichissement de certains de ses membres plus actifs ».

L'économie villageoise est stationnaire parce que insulaire. L'introduction autour de 1920 de diverses *cultures commerciales* d'exportation a été comprise d'emblée comme une menace d'éclatement par l'intérieur des communautés villageoises traditionnelles. N'enrichit-elle pas certains,

et précisément ceux qui se détournent le plus des cultures vivrières ancestrales. Les conseils des anciens ont essayé de limiter le pouvoir destructurant qu'exercerait une économie de plantations commerciales. Un paysan se reconsidère s'il accorde trop de temps ou de soin à ses caféiers. Dans de très nombreux villages, où d'ailleurs la terre se prêterait aux plantations commerciales, les cultures d'exportation sont demeurées marginales. L'on y voit certes trop encore la main de l'administration, et les souvenirs du temps des réquisitions coloniales sont loin d'être effacés de la mémoire collective. Il ne faut cependant pas sous-estimer la force d'inertie et la puissance de conservation des anciennes structures et des anciennes oligarchies villageoises.

L'économie villageoise insularisée demeure ainsi grandement a-monétaire. — L'on cède quelques kilos de riz ou de café pour obtenir quelques produits alimentaires d'importation ou quelques mètres de tissus. L'on vend ce qu'il faut pour payer les impôts. La monnaie reste étrangère aux pratiques quotidiennes. La famille étendue constitue une unité de production et de consommation ; elle tend à se suffire à elle-même, l'entraide entre familles pourvoyant au reste.

Malheureusement, l'économie villageoise actuelle ne peut, le plus souvent, que demeurer insulaire, dans la mesure même où l'insularité, s'apprécie, en fin de compte, en termes de distance et de coût de franchissement. Pourquoi produire au-delà des besoins de consommation, lorsqu'on sait qu'en raison du mauvais état des pistes le collecteur peut ignorer le village ? Même là où des pistes existent, leur mauvais état rend l'évacuation des produits trop onéreux, et il n'est pas rare de constater que les frais de transport excèdent finalement le prix de vente au marché ou à la rizerie. Auquel cas l'échange n'est économiquement plus possible ! Et pourtant, les paysans sont nombreux qui parcourent les longues distances pour écouler leurs produits : à combien évaluera-t-on l'heure de portage et qui chiffrera jamais le gaspillage d'énergie qu'impose l'inexistence de pistes ? et pour quel revenu ?

Isolée, ignorée, exploitée, l'économie villageoise tend à se replier un peu plus sur elle-même, si ne vient de l'extérieur un effort de désenclavement. Elle ne semble pas porter en elle-même les éléments d'une dynamique progressive, elle vit trop sous la pression des besoins élémentaires immédiats, sa seule dynamique risque d'être démographique ; et l'explosion n'est pas nécessairement synonyme de progression.

Finalemment, dans les économies tropicales (malgaches et africaines), l'unité fondamentale de production et de consommation, le village, demeure grandement sous l'emprise des forces traditionnelles et de comportements autarciques. Conservatisme social et insularité économique se renforcent réciproquement ; les deux conduisent au maintien d'un équilibre social peut-être, mais il s'agit d'un équilibre dans la misère. Il faudra même se demander si la poussée démographique récente permet aux structures traditionnelles de sauvegarder simplement cet équilibre apparent. Devant ce mur isolateur, la politique nationale de développement risque de demeurer inopérante. Il importe donc, dans une perspective pratique, de dégager les éléments majeurs caractéristiques de l'immobilisme de l'économie villageoise, et de signaler les forces sous-jacentes susceptibles d'initier à un processus transformateur.

II. — Le statisme apparent de l'économie villageoise

Une économie n'est jamais stationnaire au sens absolu du terme. Partout l'on produit et l'on consomme ; partout des enfants naissent et des gens meurent, partout des phases de bonnes récoltes succèdent à des périodes de mauvaises rentrées, voire de famine. S'il y a impression de statisme, c'est parce que, sur une moyenne ou une longue période, la richesse du village semble inchangée, l'effectif villageois paraît ne pas varier, le mode de vie et les coutumes de travail perdurent, identiques à travers le temps. L'économie villageoise n'est pas statique, mais le circuit qui la caractérise semble être stationnaire ; *la dynamique interne* est de simple conservation, elle recrée l'image et le geste du passé ; elle n'invente rien, elle n'innove pas. Les enchaînements, qui définissent toute vie communautaire, n'induisent pas la croissance, c'est-à-dire l'accroissement du produit, du revenu, de la dépense, du besoin. Il y a statisme en ce sens que les besoins sont élémentaires, relativement stables et vite saturés ; l'activité productrice s'effectue sans souci de productivité ; l'économie villageoise ne dégage ainsi qu'un faible surplus net, lequel se trouve lui-même résorbé par des activités de

consommation. Il n'y a pas d'accumulation productive, l'on ignore les biens intermédiaires, la consommation épuise la production, le stockage lui-même demeure étroitement limité. Et pourtant, il suffirait de peu pour modifier l'effet des enchaînements, pour lier une production accrue à la spirale des besoins, pour éviter la consommation des surplus. L'économie villageoise se trouve de nos jours dans cette phase transitoire où les forces opposées se tiennent en un équilibre instable.

La stabilité des besoins et ses limites

L'analyse des besoins et plus directement des dépenses familiales villageoises n'est qu'à ses débuts dans les pays sous-développés. Bien des difficultés s'opposent à une appréciation correcte du mode de vie dans les villages traditionnels. Toute étude ne peut donc avoir pour le moment, qu'une portée limitée et une valeur relative. Tout au plus paraît-il possible de tracer quelques lignes d'une analyse, en rappelant d'abord *des observations d'ordre qualitatif* et en proposant ensuite, avec toutes les réserves, un tableau regroupant les résultats d'un sondage (1963-1964) et quelques *budgets familiaux* caractéristiques des micro-régions de la côte-est et des plateaux malgaches. En dehors de tout essai d'extrapolation, les conclusions possibles nous paraissent, en eux-mêmes, extrêmement significatives.

Dans tous les villages étudiés, la part de la *production autoconsommée* est très importante. Il est assez difficile de l'évaluer en termes monétaires, par contre des réponses satisfaisantes sont obtenues lorsqu'on s'informe du *nombre de mois* que permet de couvrir la production familiale. Ce *taux de couverture* est évidemment fonction des régions géographiques, c'est-à-dire du mode de culture et de la richesse du sol. Il varie dans un même village selon l'accès à la prospérité ou à la possession des terres cultivables.

Revenus et dépenses

Source : Bulletin mensuel de Statistique, Tananarive, septembre 1964

Revenus des ménages ruraux	Valeurs en milliers FM
Céréales (ventes de...)	2.493.652
Racines et tubercules	527.661
Légumineuses et oléagineux	590.655
Légumes, brèdes, épices	617.235
Fruits	371.827
Cultures d'exportation	5.155.656
dont café	2.558.979
vanille	846.633
tabac	432.887
Élevage	7.835.500
Revenus divers de l'agriculture	20.007
Chasse	20.664
Produits miniers	18.352
Pêche	877.379
Forêts	131.069
Artisanat	1.813.448
dont menuiserie, charpenterie	233.142
couture, broderie	219.771
fabrication de nattes	372.347
Commerce et transports	2.236.460
dont transports	378.052
épicerie, dépôt médicaments	692.600
Ventes exceptionnelles	200.942
Masse salariale	6.805.484
dont salaires versés par les ruraux aux ru- raux	3.034.174
salaires versés par l'administration ..	2.149.114
salaires versés par les urbains aux ru- raux	1.622.196
Transferts et divers	2.116.152
Ensemble des revenus monétaires	31.832.143
Autoconsommation alimentaire	24.378.764
bois de chauffage	4.064.323
Total des revenus des ménages ruraux	60.275.230

Note. — Enquête portant sur la population rurale malgache, soit 4.952.000 personnes. Analyse des budgets de 5.073 ménages dans 992 villages et hameaux inférieurs à 2.000 habitants.

ménages ruraux en 1962.

Dépenses des ménages ruraux	Valeurs en milliers FMG
Alimentation	7.177.022
Habillement	4.116.555
dont habillement neuf coupe moderne	2.018.834
Total vêtements trad.	884.909
Total bijoux et divers	210.471
Habitat	4.882.368
dont literie, linge	618.168
meuble domestique	244.732
équipement domestique	838.329
combustibles	714.018
Produits d'entretien	1.114.752
Construction, réparation	1.030.433
Matériel domestique courant	321.936
Depenses non alimentaires	4.053.302
dont hygiène, soins	693.090
école	686.358
transports	710.466
tombeaux nouveaux	219.369
fêtes, cérémonies	1.034.648
tabac, cigarettes	397.842
loisirs, divers	311.529
Depenses d'exploitation et de patrimoine	5.530.422
dont matériel d'exploitation	505.173
produits, semences, engrais	114.851
achat d'animaux	2.363.887
frais de main-d'œuvre	842.284
produits commerciaux	1.114.633
achat terres, rizières, maisons	435.774
location terre	153.810
Prêts (Prêts, remboursement, dons...)	894.097
Impôts et taxes	3.585.924
Placements et formes de thésaurisation	1.659.432
dont habitation	92.262
patrimoine, cheptel, biens d'exploita- tion	154.472
épargne	1.412.698
dont fêtes	42.626
réparation tombeaux,	20.153
prévision maladie,	101.342
trésorerie commerce,	327.624
consommation	832.475
Ensemble des dépenses monétaires	30.172.710
Thésaurisation	1.659.432
Total	31.832.142
Consommation alimentaire	24.378.764
bois de chauffage	4.064.323
Excédent comptable par rapport aux revenus	60.275.230

En moyenne (si la moyenne présente une signification ici) le paysan villageois couvre par sa production 9 à 10/12^e de ses besoins annuels d'alimentation (9 à 10 mois sur 12). Ce n'est là qu'une moyenne, c'est-à-dire une grandeur obtenue par le calcul, la réalité est infiniment plus variée et les écarts extrêmes sont importants. Les autres biens indispensables sont obtenus par troc ou par vente de quelques kilos de riz, de café, quelques régimes de bananes, du girofle, de la volaille, des produits de la pêche, etc. Souvent le paysan prête ses services comme salarié durant la saison creuse, ce qui lui assure une rentrée complémentaire. Toujours est-il que, dans le village traditionnel, *les revenus monétaires demeurent faibles* et gardent un caractère marginal. Ils permettent l'acquisition de quelques produits alimentaires d'importation, de biens de consommation durant la période de soudure, de quelques vêtements ; pour une part relative souvent importante, ils servent au règlement des impôts. Parfois il subsiste un pécule destiné à l'épargne.

Dans le village traditionnel, se livrant peu ou pas du tout aux cultures d'exportation, les *besoins* sont relativement stables. Ils le sont, certes, fautes de pouvoir d'achat qui rendrait solvables un nombre peut-être élevé de besoins humains. Mais en est-on vraiment sûr ? L'économie villageoise paraît foncièrement hostile à l'éclosion de besoins nouveaux ; les besoins connus sont très exactement ceux que la production villageoise peut satisfaire ; l'isolement des villages limite efficacement la propagation des modes, l'extension des types nouveaux de dépenses, il réduit fortement les comportements d'imitation ou de parade. *Ce microcosme rural* a depuis longtemps ajusté ses besoins aux possibilités, qui sont faibles. Les recettes qu'apportent les cultures d'exportation pourraient jouer, dans cet univers muré, un peu le rôle de cheval de Troie.

L'évaluation quantitative des besoins et des dépenses est infiniment plus délicate à réaliser.

A Madagascar même, les services statistiques viennent de publier les résultats d'une *enquête* sur les budgets familiaux des villages ; les résultats, regroupés dans le tableau qui suit, soulignent (entre autre) la part très importante qui revient (en moyenne) à l'autoconsommation : 73% des dépenses de consommation sont couverts par les paysans eux-mêmes : 27% seulement donnent lieu à un échange monétaire. L'on notera également la faiblesse de l'« investissement rural » : 4,7 milliards FMG sur 32 milliards, de revenu monétaire, soit quelques 15%. A voir de plus près, cet « investissement » comprend pour 36% des dépenses en constructions et en tombeaux, pour 11% des achats d'articles ménagers et des bijoux, et pour 52% des acquisitions d'animaux. Les impôts et taxes atteignent (en moyenne toujours) 11% du revenu monétaire global. Le surplus net investi est négligeable, trait qui caractérise toute société stationnaire (Voir tableau des revenus et dépenses, p. 324-325).

Ailleurs, divers sondages ont été effectués dans des villages de types très différents, les uns de la côte-est et les autres du plateau. Les conclusions appellent quelques réserves : elles sont spécifiques à la région et non généralisables, elles sont aussi fonction de la franchise des enquêtés. Elles ont cependant l'avantage de donner une coloration humaine au tableau « abstrait » des statistiques globales.

Premier exemple : La répartition des dépenses dans un hameau de brousse de la côte-est : AMBATOHARANANA près de Vavatenina.

L'activité villageoise est exclusivement agricole : l'on cultive le riz sur tavy, et, en même temps chaque famille dispose de quelques caféiers, girofliers et bananiers. La production familiale de riz couvre en moyenne les besoins de 10 mois. Les ressources monétaires sont très faibles et proviennent de quelques ventes, de location de services au moment d'une construction de case, d'aide en qualité de journalier pour le nettoyage de champs. Le sondage a porté sur 5 familles dont les dépenses se répartissent en % comme suit :

Familles	Ressources totales	Dépenses totales	Alimentation	Habillement	Produits d'entretien	Dépenses de scolarisation	Équipement agricole	Impôts	Fêtes
1	13.200	31.575	12 %	10 %	24 %	—	1	5	2
2	18.250	20.730	6	?	8	14 %	8	6	5
3	14.700	25.903	18	31 %	1	2	5	13	27
4	15.850	19.822	8	40	20	1	3	16	6
5	17.500	19.920	8	35	5	1	7	16	4

Il ressort de ce tableau qu'en 1962, pour des raisons diverses — dont certainement la chute des cours du café — les ménages du village se sont endettés. Le pourcentage représentatif des dépenses des fêtes ne revêt pas une grande signification, les principales festivités n'apparaissant, *dit-on*, que tous les 2 ou 3 ans ; 1962 semble avoir été une année de cérémonies pour la famille n° 3. Une analyse détaillée des dépenses de la famille n° 4 jette quelque lumière sur la structure de la dépense :

a) Principales dépenses d'alimentation : poisson, sel, sucre.

b) Dépenses d'habillement (au moment de la vente de la récolte de café) :

- pour le père : 2.300 F ; pour la mère : 3.000 F,
- pour les enfants (6) : 2.600 F.

c) Produits d'entretien : pétrole, huile de coco, savon, boîtes d'allumettes.

d) Équipement agricole : achat d'une pioche, d'une bêche, d'une gourbine, d'une pelle.

Deuxième exemple : La répartition des dépenses dans un village du plateau Betsileo : VATOMASINA dans le district d'IFANADIANA.

L'enquête a porté sur 8 des 43 familles, qui composent le village. Il a été demandé en outre aux enquêtés quels emplois ils entendent donner à l'épargne disponible.

Le tableau suivant résume les dépenses des 8 familles et leurs projets d'affectation du résidu épargné.

N° des familles	Alimentation Produits d'entretien	Habillement Mobilier	Scolarisation	Equipement agricole	Impôts	Fêtes-Dons	Divers	Total des dépenses	Total des ressources	Epargne	Emploi des l'épargne
8	44,5 %	14,8	—	1,1	34,6	3,7		11.805	14.400	2.595	Accroître les dépenses de viande, épargne pour achat d'un bœuf.
13	26,8 %	32	1,15	1,6	31,6	6,1		12.105	14.400	2.295	Achat éventuel d'un bœuf.
34	11,2 %	26,5	—	1,6	53,1	6		6.205	6.725	520	Jeune ménage. Dépenses d'habillement et impôts.
40	27,1 %	16,2	0,6	2,4	23,4	4,8	25	14.340	18.855	4.515	Dépenses alimentaires et d'habillement, achat d'un bœuf si possible.
41	13,6 %	4,4	—	2,2	18	4,1	31,4	13.370	14.500	1.130	Achat d'un porc ou d'un bœuf.
42	23 %	21,3	—	1	33	3	17	9.840	12.000	2.160	Epargne pour achat d'une rizière.
43	11,3 %	16	2,9	3,7	27,7	14,8	22,3	5.370	5.500	130	Famille très miséreuse, achat de riz.

Il n'est absolument pas en notre pouvoir de dire si ces tableaux d'affectation des ressources familiales sont caractéristiques de l'ensemble d'une région, même si d'autres enquêtes chiffrées que nous ne pouvons publier ici n'infirment pas les rapports moyens dégagés par ces 2 tableaux. Mais ces autres résumés ne résultent également que de sondages. Nos conclusions ne sont donc, pour le moment, valables que dans le cadre géographique étroit de l'enquête. *Ceci dit, l'on doit constater* que l'essentiel des dépenses familiales s'oriente vers l'alimentation, si la production familiale ne couvre pas les besoins, ou vers l'habillement dans les cas de quasi-autarcie alimentaire. Dans tous les cas, l'impôt pèse lourdement sur le budget monétaire du villageois et conduit souvent à l'endettement pour éviter les poursuites. *Le coût de scolarisation* paraît en moyenne faible ; il est vrai que le taux de scolarisation et l'assiduité scolaire sont insuffisants. L'épargne, quand il y en a, demeure modeste et sert principalement à l'achat de bétail ; sa productivité peut-être mise trop souvent en doute.

Dans les 2 villages retenus ici, et dans bien d'autres, la modestie des recettes limite étroitement les possibilités de dépenses. Les besoins alimentaires et vestimentaires ne sont pas intégralement satisfaits, même dans le cadre traditionnel relativement figé du village. L'on a noté également qu'en cas d'augmentation des recettes, les dépenses alimentaires croissent nettement moins vite, en moyenne, que les dépenses vestimentaires. Avec des imprécisions certaines, tenant aux méthodes d'enquêtes et à l'attitude des enquêtés, l'on retrouve tout de même ici les grands principes de la théorie de la consommation connus sous le nom de « Lois d'Engel » relatifs à l'élasticité des diverses dépenses par rapport au revenu et à son accroissement. Pratiquement, l'on peut, par exemple, *comparer* à la structure des dépenses du village traditionnel, celle des dépenses d'un village s'ouvrant plus largement aux cultures d'exportation. Le triangle de la vanille, Antalaha-Andapa-Sambava, pourrait se prêter à cette confrontation. Or, d'après les budgets familiaux que nous avons pu consulter et quelques observations faites au cours d'une mission, l'on peut penser, sans trop de risque d'erreurs, que dans cette région, la part relative des dépenses d'alimentation baisse, alors que les dépenses vestimentaires, de mobilier, d'équipement agricole et d'aménagement des habitations s'accroissent continûment ; il faut noter que les recettes familiales sont, dans cette zone, le décuple de celles citées dans les 2 cas précédents.

En définitive, et avec toutes les réserves quant aux chiffres cités, l'on peut admettre que *la structure et la technique traditionnelle de production* limitent les recettes monétaires des villages ; et que, cela étant, les besoins ne se trouvent que partiellement satisfaits. L'insularité des villages et le conservatisme des anciens contribuent au blocage des besoins. *Le surplus villageois* est modeste et ne peut guère être accru sur la base des seules cultures vivrières.

Mais l'établissement de *routes et de pistes* risque d'ébrécher l'antique citadelle, en brassant les groupes villageois et en leur ouvrant les villes ; ou plus justement peut-être, en ouvrant d'abord le village aux commerçants urbains. Il ne faudrait pas alors que les besoins excèdent de trop les ressources ; *l'équilibre social exige* que les deux augmentent parallèlement, si l'on ne veut pas que baisse le niveau de vie par tête, à la suite d'un

endettement excessif. Le problème de la satisfaction des besoins se trouve lié à celui de la productivité du travail villageois.

L'allergie à la productivité

L'économie villageoise ne se pose pas de façon explicite et consciente le problème de la productivité ; elle se pose déjà fort mal celui de la simple production. Une société qui ignore la pression du marché, une économie à besoins peu élastiques et de structure relativement stable, à technologie ancestrale, n'est pas normalement ni spontanément orientée vers la recherche de la productivité. C'est d'ailleurs dans les pays en voie de développement que l'on redécouvre la complexité de cette *notion de productivité* vulgarisés dans les pays développés. Ce concept implique, non seulement que soit assuré *l'entretien du capital existant et son remplacement* à capacité de production au moins identique, chose trop généralement ignorée dans certains pays sous-développés ; mais encore il paraît indispensable *d'améliorer le capital productif*, de l'étendre et de moderniser constamment les méthodes de travail et les techniques de production. *Au niveau de l'économie villageoise*, accroître la productivité signifie essentiellement augmenter *le rendement physique* de l'heure du travail et de la journée ouvrière. Cela suppose que l'on adopte, face aux facteurs de production, un comportement critique ; que l'on admette que ces facteurs ne sont pas nécessairement et durablement liés entre eux dans les mêmes rapports et suivant les mêmes relations : que l'on peut augmenter, dans une combinaison productive, l'élément capital par rapport à l'élément travail, et inversement ; que les relations qualitatives entre ces facteurs sont modifiables, en vue d'obtenir un surcroît de production. Autrement dit, l'idée et le souci de productivité impliquent une analyse critique de la valeur et des limites des pratiques ancestrales de travail, compte tenu du progrès continu des techniques. Il implique une certaine distance par rapport à l'outillage mental hérité.

Dans l'économie villageoise, le problème de la productivité peut se poser en deux domaines : dans celui des cultures d'exportation et dans celui des cultures vivrières.

Sauf l'importante exception des plantations européennes, *les cultures d'exportation* sont un peu partout considérées par les paysans autochtones comme des activités marginales d'appoint. Les villageois n'accordent que des surfaces réduites à ces cultures. Certes, *l'instabilité des cours* y est pour beaucoup. En étudiant quelques régions de la côte-est de Madagascar l'on peut constater combien désastreuse s'avère la chute continu des cours du café : les villageois abandonnent tout simplement leurs caféiers. Le fameux théorème de la toile d'araignée trouve ici une application des plus brutales. Suivant certaines estimations, valables pour la côte-est, ces cultures ne rapportent en moyenne pas plus de 15.000 F CFA par famille villageoise. Surface de cultures réduites, mais aussi techniques très rudimentaires de travail. L'on demeure partout au stade de la cueillette réalisée un peu au hasard : l'on admet qu'en moyenne 1/3 de la production de café reste au caféier. L'enseignement agricole n'est qu'à ses débuts dans les villages et l'encadrement reste insignifiant. La productivité est donc forcément faible.

Les cultures vivrières par contre retiennent toute l'attention du paysan et l'essentiel de son temps. Cela s'explique à la fois par des raisons d'attachement affectif au mode de vie traditionnel et pour des motifs réalistes de sécurité de l'alimentation. Mais là encore *le paysan se soucie peu de l'amélioration des méthodes de travail*, car rien dans la société villageoise traditionnelle ne l'y pousse. Le temps n'a pas de prix, et les rizières sont ces champs de la liberté qui permettent d'échapper aux multiples contraintes sociales. Il est *plus grave* de constater que *les villageois omettent trop souvent de renouveler leur culture arbustive* (les caféiers par exemple, dont la production décroît avec l'âge, les pieds de vanille également), et laissent se dégrader ce capital. La pratique des rizières sur *brûlis* et le *déplacement* chaque année des zones retenues à cette fin ne prêtent pas non plus à une quelconque rationalisation des techniques : ils accélèrent tout simplement la stérilisation des sols.

Là encore, il ne semble pas que le village traditionnel dispose, en lui-même, des forces d'impulsion efficaces et suffisantes pour provoquer une révision de la technologie du travail. Cependant une prise de conscience se manifeste depuis que, sous la pression démographique exceptionnellement forte, les cultures parviennent de plus en plus mal à assurer l'alimentation des villageois. Le paysan s'inquiète du rendement dérisoire et de surcroît décroissant de son travail, alors que le nombre de bouches augmente. L'on assiste, sur ce plan, à un certain réveil des villages.

La « consommation » du surplus

L'idée de W. A. Lewis semble fort valable, qui prétend qu'il n'existe pas d'économie sans un minimum d'épargne. Toute société humaine serait, sous une forme ou sous une autre, créatrice d'un surplus de biens réels. Cette remarque appelle toutefois quelques compléments d'analyse. Le surplus que crée l'économie villageoise n'est pas nécessairement identique au surplus final qui lui demeure ; il se rencontre des activités de prélèvements qui creusent un écart, variable, entre surplus initial et surplus final. Ce dernier lui-même peut revêtir des emplois divers, dont, à l'analyse, la productivité ne paraît pas évidente.

Les prélèvements amenuisant le surplus initial semblent être de 2 types : le prélèvement par *relations d'échange* défavorables au paysan (les termes de l'échange au sens de la théorie économique) ; les prélèvements par l'usure.

Le surplus du villageois, c'est-à-dire l'excédent initial du produit d'une période sur la consommation de cette période, se trouve entamé dès lors que ce paysan essaie de transformer son produit en marchandise. Prenons *l'exemple* typique du paysan betsimisaraka : lors de la récolte, il offre son riz au commerçant au prix minimal du temps de récolte ; puis le paysan se consacre à quelques autres cultures, par exemple le café, et vit sur son stock de paddy. Arrive, après quelques mois, la cueillette du café : alors, ou le paysan cèdera son café au prix de saison et paiera au prix élevé son rachat de riz ; ou, cas le plus fréquent, il proposera le troc, offrant le café contre du riz : vu le moment saisonnier, cet échange se réalisera à son détriment, puisqu'il cèdera à valeur faible et acquerra à cours élevé. Tout

se passe donc comme si commerçant ou collecteur réalisait un prélèvement sur le produit réel, puisque, pour reprendre une image de Sauvy, le paysan cède un cheval pour une alouette. Les rapports d'échange, réel et monétaire, lui sont défavorables et conduisent au prélèvement sur son surplus.

L'usure constitue une deuxième forme de prélèvement. Cette pratique est générale, puisqu'elle touche tant les villes que les campagnes ; elle est ancienne, puisqu'un article du Code malgache de 1828 lui était déjà consacré.

Je ne retiendrai ici que *les pratiques usuraires dans le cadre du village*. Elles émanent d'abord du *propriétaire foncier non-exploitant* qui, dans les régions sud de Madagascar par exemple, prête couramment à son métayer au taux de 40% et plus sur une période de quelques mois. L'exemple suivant, fréquent dans la plaine de Marovoay, mérite d'être cité : « Un propriétaire a emprunté une somme de 100.000 F pour une cérémonie funéraire. En retour, il a dû céder pendant quatre années sa rizière à son créancier, tout en ayant l'obligation de rendre la somme empruntée à la fin des quatre années » ; si l'on table sur un rendement moyen de 2,5 tonnes par ha, le taux d'intérêt annuel exigé s'élève à quelques 75%.

Commerçants et collecteurs pratiquent également l'usure sur une large échelle. L'avance en argent, remboursable en nature, dissimule toujours un taux d'intérêt direct très important et recouvre souvent en plus une manœuvre spéculative. L'avance en nature rapporte de son côté suivant les régions, les cultures, et les rapports de force, entre 50% et 300% l'an. Le rapport administratif qui nous informe, conclut : « l'avance sur récolte se fait à des tarifs tellement lourds qu'elle prélève sur les ressources du paysan des sommes importantes. De cet état de choses, résulte une stérilisation à peu près totale de l'épargne villageoise, l'impossibilité pour le paysan d'acquiescer un standing de vie correct, la désaffection de la vie rurale... ».

Condamnable sur le plan moral, ce transfert de revenu n'appellerait pas nécessairement les foudres de l'économiste s'il orientait des fonds vers des emplois productifs. Or, *le propriétaire foncier*, le plus souvent, spéculé sur la terre et n'investit que très rarement dans le secteur secondaire. *Collecteurs et commerçants* toutefois, pour lesquels on ne critique pas la marge « normale » de profit mais les habitudes d'usure, replacent souvent une fraction de leur revenu net en locaux commerciaux et en stocks ; en quoi ils agissent, relativement, comme forces progressives dans le village. Mais dès lors qu'ils se tournent vers la spéculation, foncière ou autre, ou simplement qu'ils déposent leurs prélèvements dans une banque privée qui coiffe les réseaux de traite, ils contribuent à l'appauvrissement de l'économie villageoise.

Le produit terminal net ainsi dégagé, c'est-à-dire le surplus de la société villageoise, se trouve en général consommé ou détruit ; il ne sert en rien à la formation d'un petit capital productif ; trop souvent l'on néglige de pourvoir au maintien et au remplacement du capital existant (ex. : le vieillissement des plantations). Le surplus villageois se trouve « consommé » de diverses façons. Les 3 *pratiques* les plus importantes semblent être les suivantes :

- 1) l'élevage contemplatif,
- 2) les sacrifices aux ancêtres,
- 3) le mariage dotal.

Madagascar et nombre de pays africains connaissent encore une civilisation pastorale, ou tout au moins, de larges zones de ces pays pratiquent essentiellement l'élevage. *Dans une telle civilisation, l'animal devient symbole de richesse, et finalement, richesse tout court ; il est signe de puissance sociale.* A Madagascar, notamment dans les régions Bara, Antandroy et Mahafaly, et dans bien d'autres, le bœuf joue ce rôle ambigu de symbole de richesse, d'étalon de valeur, et de réserve de capital. *En pays Bara, le bœuf est la valeur la plus précieuse et l'unique étalon de référence.* Le rang social du villageois et son pouvoir sont fonctions de l'étendue de son troupeau. Or, ces animaux représentent en fait un capital non valorisé : les méthodes d'élevage sont des plus empiriques et souvent des moins rationnelles ; l'emboûche et la vente sont des objectifs secondaires ; le bœuf est un objet de contemplation, un motif d'orgueil et de satisfaction. L'épargne monétaire villageoise n'a qu'une finalité : permettre l'achat d'un bœuf. Des jeunes émigrent, louent leur travail en d'autres régions, pour revenir avec quelques bœufs et s'intégrer au système villageois traditionnel dont ils deviennent un support. L'épargne se stérilise, ne présente aucune productivité, car, en fin de compte, le bœuf est une matière à offrandes.

Les sacrifices aux ancêtres sont nombreux et vont des funérailles jusqu'aux multiples cérémonies annuelles de souvenir ou d'apaisement. Nous n'avons pas à discuter ici de la valeur morale et religieuse que revêtent ces pratiques, seul nous intéresse l'aspect économique et son incidence sur le niveau de vie villageois. Dès lors *une observation s'impose* : les cérémonies citées entraînent la « consommation » d'une très large fraction du capital. *Le pays Bara* en fournit un exemple typique : le troupeau, qu'il a fallu des années pour entretenir et augmenter, est sacrifié au moment des fêtes célébrant la mort de son propriétaire. L'ampleur des festivités dépend de la richesse du mort, de l'étendue de son troupeau ; les bœufs sont abattus et servent de nourriture aux invités. Il est évident qu'une telle pratique, généralisée dans les pays d'élevage, anéantit régulièrement le capital familial et détruit une richesse accumulée aux prix des efforts d'une vie entière. Les cérémonies funéraires, qui ressemblent souvent à d'étranges agapes, épuisent l'épargne monétaire des familles ; l'on est stupéfait d'apprendre le coût des cérémonies et de suivre les voies de l'endettement. Pour apaiser l'esprit d'un ancêtre mécontent, le devin impose de son côté de temps à autre, le sacrifice d'un animal. Car s'enrichir, disposer d'une fortune supérieure à celle des ancêtres, peut provoquer le mécontentement des morts et certainement l'envie des vivants. *Les fêtes et les offrandes nivellent* les patrimoines et consolident les structures traditionnelles. En pays Antesaka d'immenses tombeaux jalonnent les pistes ou dominant quelque monticule. Ces nécropoles de clan ou de lignage coûtent des fortunes et témoignent souvent d'une rage de dépenses ostentatoires. Entre temps, les vivants végètent dans des cases plus ou moins délabrées et se contentent de racines et d'eau polluée. Ne risque-t-il pas un jour de devenir trop lourd, ce règne des morts ? Toujours est-il que dans l'immédiat ces multiples dépenses, périodiques ou épisodiques, saignent à blanc l'économie villageoise et lui dérobent les principaux moyens d'une amélioration des conditions de travail et d'existence.

Le mariage dotal contribue lui aussi, à la stérilisation des surplus villageois. Le problème est plus complexe, car, par delà des richesses se rencontrent ici des relations plus ou moins intéressées entre lignages et clans ; il est également plus général puisqu'il se pose autant, sinon plus, en Afrique Noire qu'à Madagascar. En pays Tsimihety, le jeune homme doit offrir, lors du mariage, des bœufs à la famille de sa femme. Il arrive ainsi que l'on marie très jeunes des filles devenues sources de richesse. « La femme est souvent considérée comme un outil de production à la disposition de ses parents... Elle essaie, de son côté, de gagner sa sécurité en acquérant des bœufs, qu'elle exige de son mari, pour rester au foyer l'année du contrat une fois écoulée ». Divorces et remariages permettent à la femme et sa famille d'accroître leur fortune. Les mêmes remarques valent pour le pays betsimisaraka (côte est de Madagascar) : le régime dotal encourage la femme, non à travailler puisqu'elle partira les mains vides en cas de divorce, mais à pousser à la consommation de l'épargne familiale, à s'approprier quelques bœufs qu'elle remettra à son père ou à son frère.

G. Balandier décrit ce même scénario dotal pour la *Société Fang du Gabon* : « Le mariage exige la réception d'un dot, apportée par son futur mari, aussitôt récupérée par le frère le plus âgé (de la jeune épouse) qui l'utilise afin de prendre femme à son tour ; si bien qu'un double mouvement de femmes et de dots renforce ou étend le champ des alliances... D'une certaine manière, le mariage associé à un système précis de répartition des femmes, est, dans la société traditionnelle, un phénomène économique ; il entraîne une circulation et une consommation de richesses... Cette situation s'est transformée sous l'influence de l'économie monétaire... La dot traditionnelle se composait d'objets symboliques et des signes monétaires régissant exclusivement les échanges matrimoniaux... La dot (actuellement) apportée en compensation change de sens... : elle varie de taux comme les prix et permet de véritables marchandages. « La dot évolue selon la rentabilité des plantations les plus répandues dans le pays, elle est ainsi plus élevée dans les régions cacaoyères du Cameroun que dans les régions plus pauvres du Gabon. Balandier conclut : « Partout le circuit monétaire tend à régler la circulation des femmes ; tous deux s'accroissent à un même rythme ; tous deux donnent prise à la spéculation. Il est aisé de pousser au divorce pour jouer sur la hausse des dots, d'inciter à l'adultère pour recueillir ensuite la compensation prévue ; ainsi, la femme se trouve-t-elle « placée » selon les hasards de l'inflation... ».

L'on pourrait encore citer de nombreux rapports en ce sens, portant sur l'est camerounais (la Société Bamiléké), le nord-Congo, le Sénégal, etc... Dans tous ces cas, l'épargne des jeunes se trouve transférée à d'autres groupes d'âge et sert principalement à la thésaurisation, à la consommation ou nourrit des circuits d'échanges de femmes ; elle est détournée des emplois productifs et contribue, au pire, au relâchement des liens sociaux ; certains sociologues pensent même qu'un bien naîtra de ce mal, dans la mesure où, par ses excès, une telle société se désintègrera elle-même.

Finalement, le surplus net de l'économie villageoise se trouve partiellement prélevé au départ par des pratiques commerciales et usuraires, et la fraction restante entretient des circuits de dépenses improductives. Le village ne peut ainsi s'engager dans une évolution progressive ; trop

souvent même, la poussée démographique menace de l'entraîner dans une spirale régressive.

En définitive, la situation est bien moins simple qu'il ne le paraît au premier abord. L'économie villageoise paraît être toujours engourdie dans son sommeil centenaire : les besoins des villageois présenteraient une très faible élasticité, la productivité du travail n'est pas recherché et l'innovation semble plutôt violer la philosophie traditionnelle, la faible épargne, disponible annuellement, se perd « comme des oueds dans le sable » et nourrit tout au plus quelques circuits parallèles improductifs. Telle est l'apparence première. Mais des indices d'un changement sont aujourd'hui perceptibles : les besoins sont en voie de s'étendre, l'on distingue mieux l'écart entre besoins humains et besoins solvables, des besoins nouveaux se heurtent à l'insuffisance du pouvoir d'achat. D'importants marchés potentiels peuvent être localisés dès à présent. De même, les paysans sont en voie de prendre conscience du problème de la productivité du travail. Pour vivre, il ne suffit plus de travailler comme jadis, il faut que ce travail soit productif et ne détériore pas les capitaux naturels. L'on sait désormais qu'il est indispensable d'entretenir outils et terres, et que les techniques de travail sont largement et constamment perfectibles. Il est émouvant de voir ces groupes de paysans de tout âge, jeunes et vieux, venus à pied de leurs villages éloignés de 20 à 50 km, pour suivre des stages d'enseignement agricole pratique. C'est cela, la révolution silencieuse des campagnes. Du coup, le mode ancestral d'emploi des épargnes se trouve de plus en plus critiqué ; certes des valeurs morales et religieuses voilent fort souvent encore la réalité économique, à savoir la destruction de capital ; mais, vouloir augmenter la productivité conduira nécessairement à une réorientation des dépenses. Le village africain et malgache semble vouloir sortir de sa torpeur, le statisme de l'économie villageoise, bientôt, ne sera plus qu'une fausse apparence. Une nouvelle géographie du village s'ébauche.

III. — L'économie villageoise moderne dans une région structurée

Qu'elle le souhaite ou non, l'économie villageoise s'engage actuellement dans un processus de rapide transformation. Elle ne peut pas s'y refuser, car dans cet espace micro-économique deux séries de forces poussent à la déstabilisation. Le village, au mieux, dispose du choix relatif de cette orientation : une première évolution, celle qui nécessite le moins d'intervention, mène l'économie villageoise à l'appauvrissement continu et à l'auto-destruction ; une autre évolution, laquelle exigera une prise de conscience de l'état réel du village et un effort de redressement, peut conduire une économie villageoise modernisée et restructurée à l'intégration dans un espace régional dynamique. De nombreux villages n'ont pas encore décidé de leur choix, ils demeurent au carrefour ; le risque majeur qui les guette est que ce choix se fasse sans eux, et que les mécanismes naturels alors se retournent contre eux.

L'auto-destruction de l'économie villageoise traditionnelle

En 1803, le pasteur Malthus écrivait dans son *Essai sur le principe de population* cette phrase significative : « De deux choses l'une : ou l'homme cède à cette juste crainte (d'avoir des enfants aux besoins desquels il devra subvenir), et c'est souvent au dépens de la vertu ; ou au contraire l'instinct l'emporte et la population s'accroît au-delà des moyens de subsistance... Mais dès qu'elle a atteint un tel niveau, il faut bien qu'elle diminue ! ». Le dilemme de Malthus pourrait un jour se poser en ces termes à l'économie villageoise traditionnelle. Selon les villages et les régions, l'observateur constatera que l'une ou l'autre branche de l'alternative se trouve en voie de réalisation. Il est un fait indiscutable que dans la majorité des villages malgaches traditionnels l'accroissement net de la population est élevé, alors que les récoltes annuelles demeurent très en retard sur les besoins. Nourrir ses enfants, devient un problème de plus en plus aigu. Comment réagit alors le paysan traditionnaliste ? Ne modifiant pas ses méthodes de travail, donc n'accroissant pas sa productivité, il ne lui reste que deux solutions auxquelles il recourt d'ailleurs simultanément : la première se trouve dans l'extension des tavy, c'est-à-dire des feux de brousse dégagant des terrains de culture provisoire ; la deuxième consiste à ne plus respecter les temps de jachères et à accélérer la rotation des terres. Quelle que soit l'échappatoire choisie, les effets en sont désastreux : l'extension des tavy dégrade le sol et le stérilise assez rapidement. Il est noté dans un rapport d'enquête que « cette pratique courante entraîne une dégradation du tapis végétal : la quantité d'herbe diminue, la qualité baisse ; on passe successivement des vero (riches en protéines) aux danga et herbe à éléphants, pour finir par l'aristida très pauvre ». La rotation trop rapide des terres provoque de son côté un appauvrissement des sols et accélère l'érosion. Là encore, à la longue, la terre se trouve stérilisée. Les effets destructeurs se font sentir fatalement dans l'économie villageoise pour qui le dilemme de Malthus s'aggrave. Pire encore, toute une région risque de souffrir de telles pratiques, car l'érosion s'intensifie, l'écoulement des eaux devient de plus en plus irrégulier et adopte un régime torrentiel lequel étend l'érosion en aval même des terres brûlées.

Les exemples à citer sont nombreux. Les villages de la côte est de Madagascar ne peuvent plus respecter l'ancienne règle de la jachère de plusieurs années. Dans les zones plus fortement peuplées, la mise en culture des terres sur deux années consécutives appauvrit le sol et accélère l'érosion. Dans les régions pastorales du sud et du sud-ouest « pour permettre la repousse rapide des herbes, les éleveurs pratiquent le feu de brousse qui laisse une cendre fertile sur laquelle pousse, dès la première pluie une petite herbe verte. Cette pratique entraîne une dégradation de la végétation... et des sols des bassins versants... Dans les deltas, on remarque une baisse de volume d'eau en saison sèche entraînant la disparition de surfaces irrigables et la disparition de baiboho fertiles sous un ensablement de plus en plus abondant (régions de Morondava-Mahabo et de Miandrivazo) ». Dans les zones de migration Antandroy, de vastes étendues de forêts brûlent chaque année. Ces immigrants construisent leur village sur les cendres fertiles, y demeurent 2 ou 3 années puis se déplacent en utilisant

ailleurs le même procédé. Un rapport évalue à 5.000 ha l'étendue de forêt détruite annuellement.

Il est inévitable que, dans ces conditions, la production villageoise réalisée à l'aide des techniques archaïques, finit par diminuer irrémédiablement. La région elle-même menace d'être entraînée dans l'appauvrissement et la destruction ; le village traditionnel risque de devenir créateur de déserts. Or, la population, entre temps, poursuit sa croissance cumulative. La régression économique se précipite ainsi, à la fois effet et cause de la stérilisation progressive des terres et du déclin des subsistances. Combien est-il désolant de parcourir de tels villages, trop souvent inconscients des causes de leur malheur !

La population jeune se tourne alors vers l'émigration. Le peuple malgache paraît être dans son ensemble un peuple migrant ; il nous intéresse plus particulièrement de connaître les effets des migrations sur l'économie villageoise traditionnelle. La faim chasse les jeunes, dit-on. Or jusque-là, de nombreux migrants, munis de quelques épargnes ou accompagnés d'un petit troupeau de zébus, avaient réintégré leur village pour y devenir un soutien (inconscient) de la tradition. Depuis, les retours se font de plus en plus irréguliers. La misère pousse à l'émigration, et chaque fois que se construit une piste le rush s'accélère vers les centres semi-urbains en voie d'extension rapide. La route présente ainsi son visage ambigu : elle désenclave l'économie villageoise, mais en même temps, elle facilite l'exode et même y invite. En fait, les migrants, en quittant leur village, s'orientent plus facilement désormais vers les villes pour y rencontrer une structure économique et sociale inédite et des comportements différents : dès lors, ceux-là même qui un jour rejoindront leur village d'origine, auront subi l'empreinte urbaine et porteront le ferment au fond de la brousse ; la société villageoise est en voie de perdre son homogénéité de mode de vie et de niveau d'aspiration. L'économie villageoise se trouve ainsi attaquée sur 2 fronts : de l'intérieur, car elle n'est plus en mesure d'assurer la survie de ses membres ; de l'extérieur, car les centres urbains et semi-urbains propagent un idéal de vie et de bien-être économique nouveaux.

Ce fait admis, il paraît urgent d'éviter l'étranglement ou la dislocation de l'économie villageoise et le reflux des jeunes ruraux vers les centres semi-urbains encore mal outillés pour les recevoir. D'ailleurs qui nourrirait cette population en rupture de ban ? Qui la logerait et qui lui fournirait l'emploi nécessaire ? L'évolution équilibrée de l'économie nationale exige plutôt que l'économie villageoise se modernise et s'intègre à un ensemble régional actif. Routes et pistes ne doivent pas devenir les voies royales de l'émigration rurale, mais les dessertes d'une économie villageoise revitalisée et transformée.

Une économie villageoise modernisée dans une région dynamique

Et pourtant, il existe dans les villages de la brousse africaine et malgache des forces en train de s'organiser, des dynamisme à vocation transformatrice. Seulement, ces forces endogènes paraissent dispersées ou enchaînées. Leur existence toutefois nous paraît prometteuse, car elles préparent l'économie villageoise à l'acceptation des profonds changements

économiques et sociaux, en même temps qu'elles donnent au développement indispensable toute sa signification de grand dessein.

Ces forces endogènes latentes ne se libéreront, telle la princesse au bois dormant, sans un appel de l'extérieur. Le développement implique une totale conversion de l'économie villageoise, que celle-ci n'est pas en mesure de réaliser par ses propres moyens seulement. Alors que le village traditionnel est tourné vers lui-même, en une sorte d'introversión contemplative, le village moderne s'orientera vers l'extérieur, c'est-à-dire vers l'économie et les marchés régionaux. Au microcosme villageois, à pouvoir et à besoins réduits, succèdera un espace économique élargi à la région. Le cadre moderne de l'économie villageoise, ce n'est plus le village, c'est la région économique, seule capable d'organiser et de coordonner les activités des économies villageoises s'ouvrant au développement.

Mais c'est là poser le problème de l'aménagement des régions. Que l'on parte du plan national ou de l'économie villageoise, l'on se trouve toujours en ce carrefour de la région, réel levier du développement des pays africains et malgache. L'on saisit ici l'importance des planifications régionales, du choix géographique des futures régions de développement, des décisions relatives aux pôles régionaux de développement qui structureront cet espace en voie d'intégration. La revitalisation d'une région se traduira par un ensemble très complexe d'effets, dont les plus importants viseront à étendre la production et à accroître les revenus distribués. La région devient ainsi cadre naturel des activités nouvelles de production et de consommation ; elle agira profondément sur l'économie villageoise, en lui offrant simultanément des emplois pour sa main-d'œuvre excédentaire et des débouchés pour ses surplus agricoles. Un couplage se réalisera entre centres moteurs de la région et campagnes environnantes : la région en naissant ranimera les villages dans son orbite. Le développement est le résultat d'un ensemble de complémentarités dynamiques, et la liaison centres-urbains-villages paraît bien en être un des plus importants et des plus ignorés.

Conclusion

Aux termes de cette étude, trois remarques nous paraissent fondamentales :

1° L'économie villageoise, telle qu'elle se présente à nous actuellement, semble encore persévérer dans son immobilisme. Elle vit toujours en vase clos, isolée des autres villages et des villes régionales, figée dans des structures sociales conservatrices et ancestrales. Toutefois, le pouvoir de décision n'est plus reconnu unanimement aux oligarchies traditionnelles. Une relève des élites se dessine, fort timidement certes. Le prestige des élites nouvelles s'appuiera sur le savoir technique et la compétence.

2° Le village traditionnel est actuellement soumis à des tensions nombreuses et contradictoires. L'explosion démographique risque

de se traduire par une chute sensible du revenu et donc de la consommation par tête. L'accélération du rythme des cultures épuise les sols et réduit les rendements. Les villageois prennent conscience de l'insuffisance de leurs recettes et de l'insatisfaction d'un nombre croissant de besoins. Or, en même temps, le village devient moins imperméable aux innovations techniques et aux expériences agricoles ou arbustives. C'est le moment privilégié, et passager, d'une action publique d'encouragement et de soutien des forces progressives, d'une aide technique, d'un encadrement agricole de valeur, de l'accélération de la formation professionnelle au village et d'une orientation productive des épargnes locales. Une telle action donnerait toutes les chances aux forces dynamiques internes à l'économie villageoise.

3° Il conviendrait, enfin, d'intégrer ces milliers de villages isolés à une économie régionale appuyée sur quelques pôles de croissance d'origine agricole, industrielle ou tertiaire. Une telle politique devrait partir à la fois de la région et des villages pour assurer en quelque sorte la synchronisation des changements. C'est dans cette optique qu'il faudrait élaborer les futurs plans régionaux de développement.

En fin de compte, il faudrait se rappeler toujours que dans les pays sous-développés, et pour longtemps encore, la réussite du développement ou son échec dépendent en très grande partie de ces cellules élémentaires que sont les économies villageoises.

ÉLÉMENTS BIBLIOGRAPHIQUES



La série des *Bulletins de Madagascar*.

La série des *Cahiers d'Etudes africains*.

ROBEQUAIN. — *Madagascar*, P.U.F., 1958.

J. FAUBLEE. — *La cohésion des sociétés Bara*, P.U.F., 1954.

H. DESCHAMPS et Suzanne VIANES. — *Les Malgaches du Sud-Est*, P.U.F., 1959.

Vincent COTTE. — *Regardons vivre une tribu malgache*, La Nouvelle Edition, Paris, 1947

R. DECARY. — *L'île Nosy be de Madagascar*, Editions Maritimes et d'Outre-Mer, 1960.

— *Mœurs et coutumes des Malgaches*, Payot, 1951.

R. DUMONT. — *Evolution des campagnes malgaches*, Imprimerie Officielle, Tananarive, 1959.

G. CONDOMINAS. — *Fokon'olona et collectivités rurales en Imerina*, Berger-Lévrault, 1960.

— *Mémoires de l'Institut scientifique de Madagascar*, Série C, Sciences Humaines.

Jean COMTE. — *Les communes malgaches*, Edition de la Librairie, de Madagascar, 1963.

Claude TARDITS. — *Les Bamileke de l'Ouest Cameroun*, Berger-Lévrault, 1960.

G. BALANDIER. — *Sociologie actuelle de l'Afrique Noire*, P.U.F., 1963.

— *Afrique Ambigue*, Edition Plon, 1957.

- Cahiers de l'I.S.E.A.* — Série V, n° 4, « Economie, Ethnologie, Sociologie », septembre 1962.
— Série V, n° 5, « Etudes de socio-économie africaine », novembre 1962.
— Série F, n° 17, « Aspect actuels et perspectives de l'économie de Madagascar », 1962.
- Denise PAULME. — *Les gens du riz*, Plon, 1954.
- C.N.R.S. — *La moyenne vallée du Sénégal*, P.U.F., 1962.
- Colin CLARK. — *Les conditions du progrès économique*, P.U.F., 1960.
- R. PRESSAT. — *L'analyse démographique I.N.E.D.*, P.U.F., 1961.
- A. LEWIS. — *La théorie de la croissance économique*, Payot, 1963.
- J.-C. PERRIN. — *La programmation à base régionale*, Faculté de Droit, Centre d'Etudes Economiques, Tananarive, 1962.
- G. ALTHABE. — « Problèmes Socio-économiques du Nord Congo », *Cahiers I.S.E.A.*, Série V/5, 1962.
- C.I.N.A.M. — *Etudes des conditions socio-économiques de développement régional*, 4 volumes, Tananarive, 1962.
- P. OTTINO. — *Les économies paysannes malgaches du Bas-Mangoky*, Berger-Lévrault, 1963.
- Série des *Bulletins Mensuels de statistique*, publiés par l'Institut National de la Statistique et de la Recherche Economique, Tananarive.

THE VILLAGE ECONOMY IN MADAGASCAR AND IN BLACK AFRICA

This study on the village economy in Madagascar and in Africa proposes to bring into prominence the present socio-economic structure of the immense majority of African village societies.

It analyzes the traditional elements of this structure, the old socio-economic equilibrium characterized by the conservatism and insularity of human groups. Then, it is shown that this traditional equilibrium is found to be attacked nowadays on two sides : internally, in so far as the erosion of the ground and the increase in population brings up again the question of self-sufficiency of the village economy; externally, in so far as the urban centers extend a new ideal of life and unprecedented economic attitudes.

It is also proceeded to a study of rural family budgets (Madagascar) and an analysis of the utilization of the available economic surplus. It may be seen that this surplus has not any productive allotment.

The village economy is placed in an unstable and uncertain equilibrium; contrary forces act on it. Too weak to renew itself, its salvation will come from its insertion in a dynamic regional economy.